

Mondialisation et différences émergentes

Candido Mendes

Le nouveau siècle, dans sa première décennie, nous dresse le bilan de la chute des tours de Manhattan; de l'avènement du terrorisme poussé au martyr par les témoignages vengeurs d'une reconnaissance collective suffoquée; à la reprise des théocraties, ramenant le politique au transcendant; du recul de la citoyenneté, face au déferlement migratoire et de la possible irruption de nouvelles "guerres de religion".

L'alerte mondiale continue se poursuit avec la canonisation populaire de Mohammed Hatta au Yemen de même qu'on entend, de la part de certaines voix de l'Islam, que les droits humains seraient encore une "idéologie de l'Occident". De par là même se dessine une

nouvelle architecture de la mondialisation vouée, à la longue, aux coexistences internationales non hégémoniques mettant en cause cette montée du multiculturalisme dont l'impératif de la différence se joint à celui de la liberté au moulage contemporain de la démocratie. La modernité remise à la pleine désinvolture de l'homme dans la cité s'assure-t-elle aux horizons de l'universalité et aux miroirs empressés de la civilisation, déjouée d'une pleine "reconnaissance de l'autre" où puise le monde des cultures?

L'impasse aujourd'hui de cette modernité naît de la contradiction émergente où se perd la synchronie de jadis de cette mouvance de l'histoire, dès la Renaissance et son premier regard *urbi et orbi* et toujours isochronique, soumis à une dialectique sans résidu.

La laïcisation deviendrait dans ce même temps l'achèvement de ce rationnel comme dernier sursis de cet universel en tant qu'avenance du monde. Nous nous voyons, au contraire, au seuil des guerres de religion, au retour aux fondamentalismes de tous genres dans leur formule réductrice des identités et leur possible "réciprocité de perspectives", et à la mise en place des contrepoints culturels face au terraplanage civilisatoire. Tout redépart dialectique effectif, depuis le 11 septembre, exige comme point nodal la reprise des médiations et des recherches d'alternative face aux prémisses multiséculaires d'assimilation menées par la vieille raison impériale de l'Occident des Lumières.

Nous faisons face aujourd'hui à un *corpus* historique dépourvu des contrepoints faciles entre centre et périphérie, où la domination permettait l'immédiat d'une lecture géopolitique. Toute nouvelle approche devancera la mouvance hégémonique du modèle néolibéral en exhaustion après l'âge d'or inouï de la dernière trentaine, en vraie déprise de toute sauvegarde ou percée critique. On se réclamerait d'une vraie déconstruction des totalités dans le scénario, à la percée des différences émergentes et des initiatives en rupture de la première mondialisation hégémonique. On les reconnaîtrait, d'abord, par l'enjeu des BRICs face au vieux Salon Ovale bushien; à cette Méditerranée aux relancées de la Turquie; au refus de l'absorption européenne; au vide africain devant l'échec de l'État-nation post-colonial, au regroupement déjà fondamentaliste et réducteur de ce même État-nation à partir des républiques bolivariennes en Amérique latine, aux régressions des reconnaissances des subjectivités collectives dans les migrations à être réglées par la mondialisation hégémonique.

Les BRICs reviennent à une stricte dynamique intérieure des colossaux marchés nationaux de la Chine, de l'Inde, de la Russie ou du Brésil, en coupure avec les polarisations centrales qui dépassaient toute configuration territoriale, au bénéfice de rapports économiques constitutivement déséquilibrés.

Nous n'avons pas de précédent contemporain pour ces poussées historiques autonomes et le changement des

réciprocités de perspective dont se fait l'*a priori* d'un possible multiculturalisme émergent. Tous les BRICs, face au modèle du développement soutenu, présentent des diachronies devant les présupposés originaux de l'avènement démocratique qui se reconnaît dans les mêmes renvois de la performance économique, sociale, politique et culturelle du changement. Ils diffèrent ainsi aujourd'hui dans l'avènement de la mobilité sociale et l'autodétermination politique. D'autre part, le fait accompli d'une participation politique généralisée ne s'accorde pas avec la poussée égalitaire de la société civile que montre dans le système hindou la permanence du régime des *parias*.

Cette asynchronie peut, par ailleurs, faire apparaître dans la mondialisation éclatée des arcanes d'identité et des rassemblements historiques submergés par les premières montées hégémoniques d'après les deux guerres mondiales du XX^{ème} siècle. Un concept de Méditerranée ne servirait pas seulement au rationnel d'une entrée de la Turquie dans une fédération européenne élargie, mais révèle la trajectoire possible des axes de pouvoir de la fin du monde colonial. Mais surtout, le bassin au grand large répercuterait sur des centralités figées du Moyen Orient coupées et redécoupées par la France et l'Angleterre, aux tailles presque géométriques sur le fond accouplé de la culture arabe et ottomane. Il faudrait peut-être parler de ce contre-coup aux durées imposées sur la décantation des vrais espaces de mémoire et d'identité de la région où le dernier colonialisme européen arriva à

des fonds culturels intouchés par la civilisation occidentale. La révolution de Khomeiny se dressa, en toute force de rejet, à la domination américano-européenne née de la Guerre froide, en cassure prémonitoire de ce qu'aller représenter, une vingtaine d'années plus tard, le rayonnement *urbi et orbi* du modèle économique de prospérité qui croisa le millénaire. Le terrorisme de 2001 ne serait que la suite de cette affirmation d'un sujet collectif dépourvu de la souveraineté politique — devenue théocratique par l'avenance de la *shariah* en notre temps — en gloses et variations du Jihad menant aux guérillas des martyrs, dont se réclame l'Al-Qaeda.

L'Hispano-Amérique au grand fond précolombien n'échappa pas, en même temps, et encore en contrepoint, à l'arcane et à la sidération fondamentaliste. Il ne s'agit pas seulement de reconnaître jusqu'où la Bolivie de Morales rejette formellement, dans sa Constitution, le concept des souverainetés classiques, et se veut multinationale. L'essentiel est de savoir jusqu'où se poursuivra la restauration du pays *aymará* — comme celle du *quéchua* en Équateur —, ou si cette clameur identitaire fait face, en pleine diachronie contemporaine, à l'affirmation d'une identité première et intègre, ou déjà à sa paleomimèse.

D'autre part, l'Amérique d'Obama, dans sa flexibilité, dégage la visée des persistances d'Empire aux États-Unis, au réglage des poussées migratoires incessantes des mexicains comme de vrais prolétariats extérieurs

maintenus dans un *limen* permanent. La récente loi de l'État de l'Arizona permet à la police d'arrêter sur le champ un supposé *chicano* rien que pour son apparence, menant à un procès de déportation. De même, l'acceptation de la nationalité américaine par ces migrants exige de leur part qu'ils jurent ne jamais essayer de faire de l'espagnol une deuxième langue nationale. C'est donc le renoncement à toute matrice culturelle antérieure qui, dès le début, crée une sous-citoyenneté sans retour. Au contraire de la "réciprocité de perspectives", c'est le déclenchement de toute méconnaissance de l'autre, dans une destitution des plus élémentaires des droits de l'homme et de l'effective coexistence multiculturelle.

De telles nouvelles impasses ont remis en question des données comme celle du fait accompli entre la continuité sociale, le sens économique et le culturel dans un même devenir. La chute des tours du WTC sonna le glas de cette trame au prix des nouveaux *jihads*. Et la reprise par le système de domination d'une vision déjà défensive de ce noyautage matriciel, en rentrant dans les guerres de religion, sont un retour à une vision fondamentaliste de la chrétienté en réponse à la *shariah* du monde musulman. De même, la rupture de l'universel civilisatoire exposa toute la profondeur de la domination occidentale à travers le nouvel essor, en Amérique latine, de la critique radicale de cette domination, comme le "fait social total" de la colonisation rentrée face à l'effort d'autonomie, et de son "pour-soi" au XIX^{ème} siècle. De

telles collectivités adoptèrent, comme dernière mimèse occidentale, l'État-nation européen. Et plus d'un siècle s'écoula pour qu'effectivement, la défense de la vraie souche identitaire puisse venir à jour et questionner l'apport de la première mémoire collective de telles expressions culturelles. C'est, de par là même, qu'aujourd'hui le giron en toute profondeur d'une visée fondatrice de leur procès historique implique l'acceptation de l'asynchronie du processus social et de toute façon, le rejet d'une histoire comme continuité établie dans la même téléologie de la visée universelle du progrès. Cette réorientation fondatrice, comme le dit si bien Javier Sanjinés, va au-delà d'une réaffirmation de l'impératif des gauches, face au temps des dominations et même dans son élan de recherche d'altérité dans le *status quo* établi. Il s'agirait d'un tour décolonisateur radical, en même temps qu'heuristique et épistémologique. Pour venir des synthèses contradictoires dans la représentation dans la réalité, une vraie praxis se réclamerait d'une déconstruction de l'appareil conceptuel au piège des mimèses de la vision de l'authentique et des marécages de toute entreprise dialectique.

On parlerait de nouvelles variables, plutôt hybrides qu'hétéroclites, pour construire ce scénario où les jeux classiques d'interaction systémique se heurteraient à des prises de conscience. De même que celles-ci font face aux défaillances et régressions venues de cette même asynchronie grandissante où prend pied l'affirmation

collective et l'avance d'un "en-soi" des collectivités sorties, comme le signale Walter Mignolo, du plus grand sommeil d'aliénation de l'histoire contemporaine. La Bolivie d'aujourd'hui, par exemple, représenterait ce cas limite où, en toute opposition avec l'idée nationale occidentale, l'organisation collective pourrait parvenir à l'expression de plusieurs nationalités dans l'émergence d'une synthèse et d'un refus de cette reconnaissance au niveau présumé de sa souche matricielle.

De même une raison critique, indépendamment des racines fondatrices, pourrait s'enchevêtrer dans un réveil identitaire en semi-médiation collective. Serait-ce le cas d'une rémission au bolivarisme comme plateforme identitaire, menée au premier élan du refus dominateur à la première phase de l'empoigne de l'histoire par les empires du capitalisme mûri du XIX^{ème} siècle et s'accumulerait-elle à l'émergence d'un pays *aymará* en Bolivie, ou *quéchua* en Équateur? Ou bien vivons-nous déjà, grâce à cette asynchronie des temps sociaux, une vision cumulative où la différence matricielle même, au sein d'un État hérité des jeux de pouvoir nés de l'indépendance au XIX^{ème} siècle se poursuit et s'additionne dans ce qui deviendra finalement le grand tour décolonisateur? Garcia Lineira note déjà, comme le souligne Javier Sanjinés, l'empreinte dans ces dialectiques hybrides, la reconnaissance de catégories comme celle de la *pluri* ou de l'"interculturalité". Les contrepoints des diachronies déversent aujourd'hui leur delta de contradictions laissées au

grand horizon du facilitaire dialectique d'un futur téléologique.

Le plus significatif, dans cette avenance de l'histoire post 11 septembre, revient à son accélération et aux nouveaux temps sociaux en postulant des vides entre le procès social, encore lié aux dominations, et la régression fondatrice des temps des anciennes périphéries.

La mondialisation met en cause aujourd'hui une hégémonie surannée, par cet avènement d'un univers au jeu d'interactions en même temps équilibré et soutenu, où les BRICs dépassent entièrement les confrontations connues et fatiguées dans leur linéarité triomphale des empires, que moula l'histoire de l'Occident. Et jusqu'où est-ce déjà dans une réaction clairement défensive que l'inertie de la domination hégémonique se renferme, instinctivement, dans un nouveau fondamentalisme matriciel, s'écartant de tout multiculturalisme dans une croissante purge de ses identités? C'est le signe dont nous avertit l'Allemagne lors de ce dernier semestre 2010, avec le discours de son premier ministre Angela Merkel reniant formellement tout multiculturalisme dans l'avenir du pays. Il s'agit non seulement de barrer les flux migratoires mais de refuser à la culture musulmane toute fusion possible, ou reconnaissance, dans une identité nationale prospective.

On revient aux métèques des empires classiques, mais en leur refusant dans l'ultra-domination systémique du XXI^{ème} siècle la viabilité du *limen* et de l'acculturation

qu'ont permis les rivages plus larges de reconnaissance au long de la pénétration et de l'échange maintenus au flou du devenir. Tout au contraire, c'est ce qu'entreprend l'Allemagne d'aujourd'hui, peut-être, en devancière de cette première vision malthusienne d'une défense de l'Europe. De part là, le rejet du multiculturalisme s'ajouterait à la crise essentielle du modèle néolibéral, sourd à la recherche de ces alternatives et à la raison critique d'une mondialisation, modèle encore épris des années d'or de la dernière trentaine du XX^{ème} siècle.